

Halte à la Soumission !

On savait que La Poste favorisait la pénibilité dans ses organisations de travail, par l'accroissement de la charge liée à des tournées mal pesées, avec un volume colis en perpétuel croissance, et à la multiplication des nouveaux services. Aujourd'hui, La Poste veut contraindre ses agents à la soumission et à une docilité sans failles, en imposant la mise en place sans consultation d'un temps managérial quotidien, appelé **brief**.

BRIEF : Temps d'échange artificiel où la liberté de parole est sous contrôle pour ne pas dire cadenassée !

Ainsi l'actualité récente nous montre une certaine escalade dans le degré de servitude qu'elle souhaite imposer aux agents. Car comment ne pas lier l'interdiction des prises de paroles syndicales (temps d'expression du personnel) avec cette sanction venue d'un autre temps, portée par **les différents collaborateurs féodés** (ils se reconnaîtront ...) qui instaure la mise à pied (**15 jours de privation de salaire**) comme punition exemplaire à un collègue dont la frustration s'est exprimée de façon orale.



Le syndicat CGT rappelle qu'il est toujours possible de sortir de ce climat de peur voulu par l'entreprise et que la colère lorsqu'elle est exprimée de façon collective est légitime. **Refuser un brief, une séca inopinée ou un nouveau service sont des actions collectives à envisager dès lors qu'elles ont été validées entre collègues.** La peur n'évite pas le danger, et le projet d'accord « ambition 2020 » vient rappeler à qui en douterait que La Poste n'en a pas fini avec ses réorganisations traumatisantes pour les agents :

- A la vue des premiers éléments du futur **projet direction-CFDT**, on gère le « malaise » et les remèdes paraissent indigestes : déploiement de la méridienne comme solution à tous les maux, distribution en mode nocturne (entre incivilités et accidentologie ça promet), polyvalence professionnelle et géographique encouragées en mode rabais (on est loin de la rémunération des brigadiers d'antan) car que **penser de cette prime de 5 euros bruts/jours**
- La CGT rappelle ce dicton à qui veut l'entendre : « **ils sont forts car nous sommes à genoux** »

Elle encourage le personnel à se mobiliser massivement dès le début de l'année 2017 afin de contrer ce projet inférieur en tous points à nos revendications historiques.